

1983, chapitre 71

LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA VILLE DE PLESSISVILLE

Projet de loi 204

présenté par M. Jacques Baril

Première lecture le 31 mai 1983

Deuxième lecture le 21 décembre 1983

Troisième lecture le 21 décembre 1983

Sanctionné le 21 décembre 1983

Entrée en vigueur: le 21 décembre 1983

Lois modifiées:

Charte de la ville de Plessisville (1954-1955, chapitre 94)

Loi modifiant la Charte de la ville de Plessisville (1957, chapitre 103)





CHAPITRE 71

Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville

[Sanctionnée le 21 décembre 1983]

Préambule ATTENDU que la Ville de Plessisville a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 94 des lois de 1954-1955 soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Subvention **1.** La ville est autorisée à accorder des subventions à tout organisme s'occupant de récupération ou de recyclage des déchets.

c. C-19, a. 415, mod. pour la ville **2.** L'article 415 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 30°, du suivant:

Stationnement « 30°.1 Pour réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destinés au stationnement, déterminés par règlement, après entente avec le propriétaire; ».

c. C-19, a. 460, mod. pour la ville **3.** L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants:

Marchandises érotiques « 23° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

Salons de massage « 24° Pour réglementer les salons de massage. ».

Acquisition d'immeubles **4.** La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

Territoire	La ville peut exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa à l'intérieur de son territoire.
Application	Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).
Disposition non applicable	Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.
Location et administration d'immeubles	La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires; elle peut également démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.
Pouvoirs	La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au cinquième alinéa sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.
Aliénation	Elle peut les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné y compris celles encourues pour la restauration, la démolition et la construction, le cas échéant.
Aliénation à titre gratuit	La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble ou bâtiment en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une corporation scolaire ou de son office municipal d'habitation, ou un autre organisme à but non lucratif; dans ce dernier cas, l'autorisation de la Commission municipale du Québec est requise.
Vente à corporation	La ville peut, par résolution, vendre au prix approuvé par la Commission municipale du Québec, à la corporation constituée en vertu du onzième alinéa, tout immeuble qu'elle a acquis en vertu du présent article ou qu'elle possède déjà.
Emprunt	La ville peut emprunter, par règlement approuvé de la même manière qu'un règlement d'emprunt selon la loi qui régit la municipalité, les sommes nécessaires et demander les subventions prévues par la loi pour l'exercice de ces pouvoirs et aux fins d'effectuer un prêt à la corporation constituée en vertu du onzième alinéa.
Lettres patentes	Sur présentation d'une requête de la ville, le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, délivrer sous le grand sceau du Québec des lettres patentes constituant une personne en corporation sans but lucratif ayant pour objet l'acquisition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées par l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) et l'exercice des autres pouvoirs que le présent article confère à la ville.

Contenu	Les lettres patentes doivent mentionner le nom de la corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs.
Publication	Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié à la <i>Gazette officielle du Québec</i> .
Lettres patentes supplémentaires	À la requête de la corporation constituée en vertu du présent article, le gouvernement peut délivrer des lettres patentes supplémentaires dans le but de modifier le contenu des lettres patentes visées au douzième alinéa. Un avis de l'émission des lettres patentes supplémentaires doit être publié à la <i>Gazette officielle du Québec</i> .
Mandataire de la ville	Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau du Québec, est un mandataire de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21).
Pouvoirs	<p>5. Afin de permettre la réalisation harmonieuse du centre ville, la ville est autorisée à l'intérieur du territoire décrit à l'annexe:</p> <p>a) à acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires pour atteindre cette fin;</p> <p>b) à promouvoir le rayonnement du centre ville comme place publique à caractère social et communautaire, culturel, artistique, sportif, commercial et récréatif;</p> <p>c) à vendre ces immeubles en tout ou en partie à l'enchère, par soumissions publiques ou de gré à gré, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, soit pour fins résidentielles, communautaires, commerciales, publiques et gouvernementales, à un prix qui ne soit pas inférieur au coût de l'acquisition plus le coût des services et des dépenses ou des frais légitimes s'y rapportant;</p> <p>d) à démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire tout nouveau bâtiment ou tout nouvel ensemble de bâtiments pour fins de marché public, de loisir, de culture, ou pour fins résidentielles, communautaires, commerciales, publiques ou gouvernementales, ou pour fins de stationnement et de garage;</p> <p>e) à louer ces immeubles par bail emphytéotique ou autrement, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, soit pour fins résidentielles, communautaires, commerciales, publiques et gouvernementales, à un prix suffisant pour couvrir les dépenses annuelles relatives à ces immeubles ou pour l'amortissement et les</p>

intérêts du prix d'achat, du coût des services, des dépenses ou frais légitimes s'y rapportant et des taxes municipales ou scolaires.

Emploi des deniers

Les deniers provenant de ces ventes ou locations doivent être employés à l'extinction des obligations contractées par la ville à ces fins;

f) à exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes *b*, *d* et *e* sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

1954-55, c.
94, aa. 8 et
15, ab.

6. Les articles 8 et 15 du chapitre 94 des lois de 1954-1955 sont abrogés.

1957, c.
103, aa. 1 et
8, ab.

7. Les articles 1 et 8 du chapitre 103 des lois de 1957 sont abrogés.

Règlements
réputés en
vigueur

8. Les règlements adoptés par le conseil de la Ville de Plessisville avant le 1^{er} août 1980 et qui n'ont pas été publiés conformément à la loi, sont réputés être en vigueur et avoir force de loi depuis la date de leur adoption ou, le cas échéant, depuis celle de leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à une ou plusieurs approbations.

Validité des
règlements

Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre de ces règlements du fait qu'ils n'ont pas été publiés conformément à la loi.

Renvoi à la
loi

Le secrétaire-trésorier doit inscrire dans le livre des règlements du conseil de la ville, à la suite de chaque règlement visé par le premier alinéa, un renvoi à la présente loi.

Validation de
la taxe

9. La taxe d'eau imposée pour l'exercice financier de 1982 en vertu de l'article 14 du chapitre 94 des lois de 1954-1955, mais à un taux de 5% est valide.

Effet
d'exception

10. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

ZONE CENTRE-VILLE

Un territoire comprenant en référence au cadastre du village de Plessisville les lots ou parties de lots et leurs subdivisions ainsi que les chemins, rues, avenues et boulevards, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir: partant du centre de l'intersection de la rue Savoie et de l'avenue Saint-Édouard; de là, vers le nord-est la ligne médiane de la rue Savoie jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Saint-Laurent; vers le sud-est, la ligne médiane de l'avenue Saint-Laurent jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Calixte; vers le sud-ouest, la ligne médiane de la rue Saint-Calixte jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Saint-Luc; vers le sud-est, la ligne médiane de l'avenue Saint-Luc jusqu'à la ligne médiane de la rue Lafond; vers le sud-ouest, la ligne médiane de la rue Lafond jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Saint-Louis; vers le sud-est, la ligne médiane de l'avenue Saint-Louis jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Pierre; vers le sud-ouest, la ligne médiane de la rue Saint-Pierre jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Saint-Édouard; vers le nord-ouest, la ligne médiane de l'avenue Saint-Édouard jusqu'au point de départ.